

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois 12 f.
Six mois 23
Un an 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : J. REBOUX

Le Nord de la France :

Trois mois 13 f.
Six mois 26
Un an 52

ANNONCES : 15 centimes la ligne.

RÉCLAMES : 25 centimes

— On traite à forfait. —

ROUBAIX, 26 NOVEMBRE 1870

Voir aux dernières nouvelles.

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix.)

Pesth, 25 novembre.

M. de Beust répondant aux interpellations relatives aux questions concernant la Russie, dit que le gouvernement ne néglige rien pour conserver sa dignité et en même temps pour amener une solution pacifique.

La réponse à la dépêche envoyée à St-Petersbourg n'est pas encore arrivée. M. de Beust promet les communications ultérieures, ajoutant que dans la situation actuelle il n'est pas bon de parler de guerre ou de paix.

Mons, vendredi 24 novembre.

Un ballon portant une grande nacelle a été vu à deux heures, se dirigeant vers Binche.

Luxembourg, vendredi, 25 novembre.

Le bombardement de Thionville a continué à outrance dans la journée du 24.

A onze heures du matin, la ville était presque totalement détruite.

On hissa le drapeau blanc et on demanda un armistice afin de faire sortir de la ville les femmes, les enfants et les blessés qui se trouvaient sans refuge, les caves des maisons ayant été inondées par les eaux de la Moselle.

Le commandant prussien refusa d'acquiescer à cette demande.

Toutes les correspondances de Versailles, reproduites par les journaux prussiens, annoncent que la position de Paris est désespérée et que dans quelques jours la ville devra céder devant la faim.

Malheureusement pour les auteurs de ces fausses nouvelles, Paris possède encore des vivres pour longtemps et la faim ne s'y fait nullement sentir. La position des assiégés est loin d'être telle que les assaillants s'efforcent de la représenter, et toutes les lettres qui nous parviennent sont unanimes pour affirmer la résolution des Parisiens de supporter les privations les plus dures lorsque la viande fraîche leur manquera.

L'armement de Paris est formidable et les travaux des Prussiens n'avancent que lentement.

Quant aux dissentiments de la population sur lesquels M. Bismark avait fondé les plus grandes espérances, on peut affirmer que les mesures les plus énergiques ont été prises pour prévenir le retour des excès qui ont causé déjà trop de mal. Les actes insensés dont se sont rendus coupables les émeutiers du 31 octobre auraient dû être sévèrement réprimés, car ils ont eu pour conséquence de faire avorter l'armistice et de servir la cause de nos ennemis.

Des bruits accrédités par des journaux anglais et italiens, il résulterait que M. de Bismark serait disposé à négocier un armistice sur les bases qui deviendraient celles de la paix. Mais ces journaux indiquent que la Prusse entend garder l'Alsace et la Lorraine, il est clair qu'ils se sont faits les échos de bruits entièrement faux.

La mauvaise foi qui caractérise tous les actes de M. de Bismark, vient encore de s'affirmer à propos des pourparlers qui ont eu lieu à Versailles, entre M. Thiers et lui. La condition du ravitaillement de Paris, admise par la Prusse, lors de la négociation de l'armistice est effrontément niée par le Moniteur officiel prussien.

A propos de l'incident russe, on vient d'acquiescer la certitude de l'appui que la Prusse s'est engagée à prêter à la Russie. Par ordre supérieur, la presse russe devra s'abstenir désormais d'attaquer ou de critiquer de quelque façon que ce soit, les faits et gestes de M. de Bismark. Cette recommandation n'atteint pas les journaux anglais qui s'expriment très-énergiquement à l'endroit de la Russie voire même de la Prusse.

Les nouvelles d'Espagne confirment les bruits d'une grande effervescence à

Madrid et dans les principales villes des provinces. Le maréchal Prim a demandé des renforts ; il redoute une insurrection républicaine, ces dispositions à l'agitation semblent s'étendre à toute l'Espagne. L'arrivée du roi nouvellement élu ne semble pas prochaine. Peut-être retardera-t-on prudemment la cérémonie du couronnement que beaucoup de journaux tournent en ridicule.

Le premier engagement sérieux dans la région du Nord entre Français et Prussiens vient d'avoir lieu dans les environs d'Amiens ; le succès a favorisé nos armes : l'ennemi est repoussé à dix lieues de distance.

On ne connaît pas encore les détails précis de cet engagement : qu'il en soit, l'avantage remporté par nos troupes exercera un grand effet moral et prouvera à l'ennemi que des mesures sont prises pour lui répondre.

Les bruits les plus contradictoires ont circulé toute la journée sur la marche des Prussiens et les vicissitudes du combat : tantôt on a dit que 300 prisonniers avaient été faits dans la ferme de Hourges, tantôt que l'ennemi avait surpris Albert. Ces bruits n'étaient pas exacts : on n'a pas fait 300 prisonniers à Hourges ; Albert est parfaitement libre, et le service du chemin de fer y continue avec sa régularité accoutumée.

Demain, nous espérons, nous recevrons des détails précis sur l'action d'aujourd'hui et sur ses conséquences probables. Félicitons-nous, en attendant, de voir la vive et nouvelle impulsion donnée aux troupes réorganisées dans cette partie de la région du Nord.

(Journal d'Amiens.)

Nous avons publié, dans notre numéro d'hier, une dépêche résumant le discours prononcé à l'ouverture du Parlement Allemand.

Nous recevons aujourd'hui le texte complet de ce discours :

Berlin, 24 novembre.

Le Parlement de la Confédération de l'Allemagne du Nord a été ouvert aujourd'hui par le message suivant, dont le ministre, M. Delbrück, a donné lecture :

« Honorés messieurs du Parlement de la Confédération du Nord,

« S. M. le roi de Prusse a daigné me charger d'ouvrir le Parlement fédéral au nom des gouvernements confédérés. C'est une haute satisfaction pour S. M. de se trouver aujourd'hui au milieu de vous, pour rendre grâce à Dieu, dans cette enceinte, pour les succès dont il a béni les armes allemandes, et pour vous exprimer la part que l'attitude de la nation et l'empressement unanime du Parlement à lui accorder les moyens nécessaires pour faire la guerre ont eue à ces succès. Par des victoires inouïes dans l'histoire militaire, par une bravoure héroïque et un commandement intelligent, l'agression que la France a entreprise au mois de juillet contre l'Allemagne a été repoussée.

« La nation française doit avoir acquis la conviction que sa puissance actuelle, après l'annulation des armées qu'elle nous opposait, n'est pas capable de tenir tête aux forces militaires de l'Allemagne réunie.

« Nous pourrions donc considérer la conclusion de la paix comme assurée, si ce malheureux pays voisin avait un gouvernement dont les membres identifieraient leur propre avenir à celui de leur pays.

« Un tel gouvernement aurait saisi toute occasion de consulter la nation souveraine représentée par une assemblée, et de la mettre à même de se prononcer sur l'avenir et le présent du pays.

« Messieurs, les documents qui vous seront communiqués par la présidence fédérale vous prouveront que les hommes qui tiennent actuellement le pouvoir en France préfèrent sacrifier les forces d'une noble nation dans une lutte sans issue. L'épuisement excessif et la désorganisation qui résultent pour la France de la continuation de la guerre actuelle dans les circonstances présentes devront, il est vrai, affaiblir les forces du pays au point qu'il aura besoin d'un temps bien plus long pour les réparer qu'il n'en aurait fallu à la suite d'une guerre régulière.

« Les gouvernements confédérés regrettent de devoir exprimer la conviction que la paix entre les deux grands peuples voisins, dont ils croyaient encore, il y a six mois, la durée assurée, ne sera que menacée davantage par les souvenirs que les impressions de la guerre laissent en France, du moment où la France par la restauration de ses forces ou par des alliances avec d'autres puissances se croira assez forte pour recommencer la lutte.

« Les conditions auxquelles les gouvernements confédérés seraient prêts à conclure la paix, ont été discutées par l'opinion publique ; elles doivent être proportionnées à la grandeur des sacrifices que cette guerre

entreprise sans aucun motif, mais avec le consentement de la nation française tout entière, a imposés à notre pays, elles doivent avant tout constituer, contre la continuation de la politique de conquêtes pratiquée depuis des siècles par tous les souverains de la France, une frontière défensive à l'Allemagne, en annulant au moins en partie les résultats des guerres malheureuses que l'Allemagne, à l'époque de ses déchirements, était forcée de faire selon la volonté de la France, et en délivrant nos frères allemands du Sud de la pression de la position menaçante que la France doit à ses anciennes conquêtes.

« Les gouvernements confédérés ont la confiance que le Parlement fédéral ne leur refusera pas les moyens nécessaires pour atteindre ce but. Ils comptent, messieurs, aujourd'hui qu'il faut assurer les succès acquis, retrouver chez vous le même dévouement patriotique qu'ils ont rencontré lorsqu'il s'agissait de les remporter. C'est leur vif désir de pouvoir se dispenser d'employer ces ressources tout entières.

« Pour vous donner un aperçu complet de la situation politique, il vous sera donné communication des documents qui sont parvenus tout récemment au ministère des affaires étrangères relativement au traité de Paris du 30 mars 1856 et au sujet desquels les gouvernements confédérés ont l'espoir que les bienfaits de la paix seront conservés aux peuples qui ont pu en jouir jusqu'à présent.

« La continuation de la guerre n'a pas empêché une œuvre pacifique. Le sentiment de la fraternité (Gemeinschaft), animé par des dangers communs et des victoires communes, la conscience de la position que l'Allemagne, pour la première fois depuis des siècles, a acquise par son union, la conviction que l'avenir de l'Allemagne et l'héritage des grands sacrifices et des hauts faits de cette époque ne peuvent être garantis que par la créations d'institutions permanentes, ont pénétré plus rapidement qu'on n'osait le croire il y a peu de temps, la nation allemande et ses princes, de la persuasion qu'il faut entre le Nord et le Sud un lien plus solide que celui des traités internationaux. Cette conviction, partagée par tous les gouvernements, a amené des négociations dont le premier fruit, né sur le champ de la guerre, est la Constitution, arrêtée de commun accord entre la Confédération du Nord de l'Allemagne et les grands duchés de Bade et de Hesse et adoptée à l'unanimité par le Conseil fédéral, d'une Confédération germanique ; cette Constitution sera soumise à votre approbation.

« L'entente établie sur les mêmes bases avec la Bavière sera également l'objet de vos délibérations ; et l'accord des vues qui existe avec le Wurtemberg relativement au but qu'il s'agit d'atteindre fait espérer la même entente par rapport aux voix qui conduisent à ce but.

« Par cette œuvre, vous couronnerez dignement des travaux importants auxquels rarement il a été donné à une assemblée délibérante de se consacrer.

« En moins de trois ans, vous avez, par une longue série de lois importantes et se rattachant aux conditions vitales de la société, aidé à jeter les fondements de la Constitution fédérale ; et par le dernier projet qui vous est soumis avant l'expiration de votre mandat constituant, cette Constitution et les lois qui en sont les corollaires seront étendues au-delà des limites qui séparaient de nous nos frères du Midi.

« La grande idée nationale qui inspirait toutes vos délibérations sera, Dieu le veuille, avancée considérablement dans sa réalisation complète dans votre session actuelle.

« Par ordre de la présidence fédérale, au nom des gouvernements confédérés, je déclare ouvert le Parlement de la Confédération du Nord.

Le Times et le siège de Paris.

L'article suivant publié par le Times prouve bien que ce journal a complètement changé d'attitude à l'égard de la Prusse :

« L'armée allemande devant Paris a été en proie vers la fin de la semaine dernière à un sentiment de malaise. Officiers et soldats ne dissimulent pas le désappointement que leur cause l'obstination de la défense de Paris. Pendant leur marche de Sedan sur la capitale, ils se répétaient les uns aux autres que la simple apparition de leurs drapeaux sous les murs de cette ville suffirait pour amener une capitulation. Les habitants émus de ce lieu de délices ne permettraient jamais à un général de les exposer aux horreurs du bombardement ou aux privations de la famine. La menace de semblables éventualités leur serait un motif suffisant pour contraindre le gouvernement à se rendre. Ces espérances des envahisseurs ont été déçues.

« Voilà deux mois que Paris se trouve investi. Jamais ville n'a été plus exactement enfermée, isolée, et jamais ville non plus n'a plus complètement dépendu de la constante influence des hommes et des choses dont elle s'est trouvée privée si soudainement et si entièrement. La famine n'est pas venue, sauf la famine des plaisirs. Le bombardement n'a pas encore commencé. Deux mois

se sont écoulés, et nous pouvons en juger par les ennuis dont se plaint l'armée assiégée, l'ennui à l'intérieur de la ville doit être intolérable. Et cependant elle n'a pas du tout l'air de vouloir céder.

« Au contraire, à en juger par les nouvelles que nous avons reçues samedi par ballon, l'esprit public à Paris va toujours en s'exaltant, en s'enflammant davantage et semble douter moins que jamais du succès final. D'un autre côté, les tribulations de l'armée assiégée sont excessives. Elle souffre de se sentir loin de ses foyers. Il y a dans ses rangs un très-grand nombre de malades. On commence à y dire que la résolution prise de tenter un siège a été une faute gigantesque.

« C'est dans cette disposition que se trouvait l'armée allemande, quand à eu lieu l'alarme de la semaine dernière. Il y aurait de l'exagération à dire qu'elle tenait de la panique, mais elle avait tout au moins beaucoup de ce qui la caractérise. L'inquiétude à laquelle les allemands étaient en proie provenait de ce qu'ils ignoraient qui les menaçait ou semblait les menacer, ou bien pouvait tomber sur leurs derrières.

« Ils redoutaient un péril qu'ils ne pouvaient pas découvrir, qu'ils ne connaissaient pas ; or, n'est-ce pas à l'essence de ces peurs épidémiques qu'on appelle des paniques ? Un ou deux jours de plus leur firent reconnaître que, dans le cas dont il s'agit, leurs craintes étaient sans fondement ; et nous avons appris par d'autres sources que les forces qui étaient venues ainsi troubler leur tranquillité, ne se composaient que de quelques avant-postes de levées irrégulières recrutées en Bretagne. Mais ce sentiment d'alarme était quelque chose de nouveau et de significatif pour les envahisseurs, et projetait un jour inattendu sur les réalités de leur position.

« L'incertitude qui a régné au quartier général prussien quand on y a reçu la nouvelle de l'apparition de l'ennemi à Dreux est une nouveauté. Pour la première fois dans l'histoire de cette guerre, on s'y est trouvé dans l'ignorance au sujet de la force et des mouvements de l'ennemi. Le général d'Anreles de Paladines a manœuvré de manière à couvrir ses forces d'un nuage impénétrable, depuis sa victoire du 9. On avait pensé qu'il pourrait se diriger au nord, glisser devant Von der Thann et le grand duc de Mecklembourg dans l'intention de s'avancer le long de la ligne de la Seine sur le flanc du prince royal, mouvement qui coinciderait avec une sortie de la capitale effectuée du côté de Meudon. Ou bien encore, il se pouvait que soit Bourbaki, soit son successeur, manœuvrât pour se jeter à l'ouest dans l'intention d'exécuter ce plan.

« Ces deux hypothèses nous paraissent extravagantes, et c'est leur extravagance même, qui, malgré que puissent en avoir les envahisseurs, nous prouve qu'ils sont convaincus qu'ils ne tiennent pas encore Paris aussi étroitement qu'ils s'étaient d'abord flattés. S'il n'y avait pas des points faibles dans cette chaîne de fer, on n'aurait pas fait des efforts si extraordinaires pour tenter de percer le mystère de l'apparition des volontaires bretons à Dreux. Les télégrammes parisiens indiquent fiévreusement Chatillon et Villejuif comme des points qu'on peut couper, et, en effet, il est à peu près certain que les assiégés ont maintenant d'excessives précautions à prendre, même que « sans la famine, leur meilleur allié, » la réduction de Paris serait problématique. Dans la position actuelle, les Prussiens n'ont rien de mieux à faire que de maintenir strictement l'investissement ; mais il est hors de doute aussi qu'ils auront à lutter rudement pour repousser une sortie qui aura peut-être lieu dans le courant de la semaine.

LES PRUSSIENS DANS L'EURE.

Un des rédacteurs du Courrier de l'Eure, qui s'est rendu sur les lieux de l'engagement, donne les détails suivants sur le combat qui a eu lieu mardi, aux environs de Vernon :

Lundi vers quatre heures du soir, Vernon reçut inopinément la visite de 150 cavaliers prussiens ; il est présumable qu'ils venaient de Mantes, qu'ils avaient quitté le même jour, à midi.

L'officier qui commandait ce détachement voulut voir le maire, demandant qu'on lui livrât les 80 fusils laissés par les ennemis aux pompiers de la localité.

Sur l'exhibition qui lui fut faite de la permission de garder ces armes, l'officier quitta Vernon avec sa troupe.

Mais les injonctions du général Briand étaient formelles. Le télégraphe joua, et, sans retard, sans perte de temps, une colonne de mobiles arriva.

Cependant, mardi, vers huit heures du matin, cinq uhlands eurent l'audace de se présenter en ville et de décharger leurs armes contre les fenêtres de diverses maisons fermées.

Ces Prussiens étaient suivis d'un fort détachement, 5 ou 600 hommes, tant de cavalerie que d'infanterie, venant de Blaru, route de Paris.

Après des perquisitions aussi brutales que minutieuses dans l'hôtel de ville, les Allemands emmenèrent prisonniers deux conseil-

lers municipaux de Vernon. M. Leroux, secrétaire du maire, et M. Bisson, concierge et tambour de ville.

Ces citoyens devaient leur servir de garantie contre les balles des mobiles de l'Ardeche, dont la présence aux portes de la ville venait de leur être révélée.

Fort heureusement, après avoir essayé le premier feu des Français, trois des prisonniers réussirent à s'échapper. Le tambour seul, M. Bisson, vieillard fort aimé à Vernon, n'a pas jusqu'ici reparu. On est dans la plus grande inquiétude sur son compte.

Le combat eut lieu dans les bois de Bizy et de Gamilly. Les braves mobiles de l'Ardeche entrèrent dans la lutte avec une ardeur sans égale. Tout fatigués qu'étaient ces jeunes gens, ils ont fait l'admiration des chefs.

Au plus fort de la mêlée, le cheval du commandant Bertrand reçut une balle en plein poitrail. Rendu fou par la douleur, le cheval se jeta tête baissée au beau milieu des rangs ennemis. Oh ! alors, en face du danger que courait leur commandant, les mobiles ne connurent plus les règles de la prudence ordinaire. Ils s'élançèrent à la baïonnette et rien ne put plus résister à leur impétuosité.

Le commandant Bertrand, démonté, s'empara du fusil d'un mobile et tua le capitaine des hussards prussiens.

Ce beau fait d'armes jeta la démoralisation parmi les ennemis.

Douze voitures et fourgons chargés de vivres, de munitions et d'objets de toutes sortes, et deux trains d'équipages furent pris.

Il s'est produit, en ce moment, dans la population vernonnaise, un mouvement de joie délirante : hommes, enfants, tout le monde indistinctement, se répand dans les bois et veut concourir à la capture ; on poursuit les Prussiens à coups de pierre, on s'attache aux chariots, on capture les chevaux ; c'est un élan indescriptible.

Les Prussiens ont dû, dans cette affaire victorieuse pour nous, perdre au moins cent hommes ; mais leur habitude d'enlever leurs morts ne permet pas d'en fixer le chiffre moins approximativement.

La perte qui paraît leur être la plus sensible est celle de deux officiers et surtout d'un capitaine, le comte von Kleist Bornstedt, du 10^e régiment de hussards. C'est celui-là même que tua le commandant Bertrand.

Son corps est réclamé avec instances par un général qui a dépêché auprès de M. le maire de Vernon le vénérable curé de Pacy-sur-Eure.

La réponse fut : « Quand vous nous rendrez, sain et sauf, M. Bisson, indûment enmené par vous, nous vous livrerons le cadavre de votre capitaine. »

On a lieu d'espérer que cet échange sera fait aujourd'hui.

Les pertes de notre côté, ne s'élevèrent pas à plus de trois mobiles tués et deux blessés, ce qui s'explique par l'excellence des positions qu'ils occupaient.

Hier, à eu lieu, à Vernon, l'inhumation d'un de ces jeunes gens, mort bravement au champ d'honneur. Un caporal de ses amis a prononcé sur la tombe quelques mots qui nous ont démontré que l'exercice du fusil n'est pas incompatible avec l'art de la parole.

Les forces prussiennes, dans cette partie du département de l'Eure, semblent peu considérables : ajoutons que l'attitude de leurs chefs est énergique, mais qu'en revanche, les soldats, — principalement les Bavares, — donnent des signes peu équivoques du plus grand découragement.

Après leur échec ils partirent en désordre dans la direction de Blaru ; tout nous porte à croire qu'il essaieront dans des réquisitions forcées, de remplacer, par ce village, les pertes énormes de vivres et de munitions qu'ils viennent de subir à Vernon.

Hier, mercredi, dit le Journal de Peronne, vers 4 heures de l'après-midi, 17 uhlands sont arrivés à l'usine de M. Lefebvre, près la porte de Paris ; l'un d'eux s'est adressé à un ouvrier et lui a demandé, le pistolet sur la gorge, s'il y avait des troupes à Peronne, et l'a laissé libre : un peu plus loin, ils ont interpellé un enfant, nommé Tétrelle, qui a pris la fuite à leur approche ; ils ont tiré sur lui plusieurs coups de carabine, sans l'atteindre ; ils auraient tiré, dit-on, sur un autre enfant qu'ils auraient tué ou blessé.

Un peu plus loin, 4 cavaliers ont arrêté la voiture d'un propriétaire, rentrant à Péronne ; ils lui ont demandé s'il avait des pistolets ; deux sont montés dans la voiture et sont descendus après l'avoir minutieusement visitée.

Ces uhlands étaient commandés par un officier, qui a poliment salué le conducteur de la voiture, qui s'est empressé de rentrer en ville.

Un éclaireur de Cambrai, qui est allé jusqu'à Vitry-le-Français, rapporte :

Partout, à Reims, à Epervain, à Châlons, etc., les Prussiens disent que Paris sera en leur pouvoir le 25 courant ; dans leurs repas, qui sont des orgies perpétuelles, ils parlent comme d'un fait certain de l'entrée dans Paris des troupes de Guillaume à cette époque.

Un trésorier prussien a dit à Epervain que Douai serait pris par une surprise, grâce à un coup de main vigoureux et décisif.